

COMITEE D'ACTION SUISSE  
POUR L'ADHESION DE LA SUISSE  
A L'ONU

case postale 1759  
3001 Berne

Le 16 mars prochain:

OUI à l'ADHESION à l'ONU !

---

Décembre 1985

Le 16 mars prochain: oui à l'adhésion à l'ONU!

L'adhésion à l'ONU nous permet:

- de mieux défendre nos intérêts dans le monde,
- de renforcer notre neutralité,
- de coopérer plus activement à la solution des problèmes communs à toute l'humanité
- de nous engager en faveur des droits de l'homme, de la liberté et de la démocratie

1. Qu'est-ce que l'ONU?

L'ONU n'est pas un Etat mondial, mais un forum, une sorte de "place du village" du monde, dans lequel tous les Etats, à quelques exceptions près, se réunissent pour chercher ensemble des solutions aux grands problèmes de l'humanité.

En facilitant les contacts, en promouvant la coopération internationale et en apportant un soutien aux populations dans la misère, l'ONU contribue à éviter des conflits. Les trois quarts de ses moyens financiers et de ses effectifs sont consacrés aux problèmes économiques et sociaux.

Le droit international public, seule alternative à la puissance se développe de nos jours presque exclusivement à l'ONU. En cas de conflit l'ONU est à disposition des belligérants pour leur offrir sa médiation. Son dispositif de négociation est constamment disponible. Elle envoie aussi des troupes de paix - les casques bleus - pour séparer les parties à un conflit. A maintes reprises des conflits ont ainsi pu être désamorçés (crise des missiles à Cuba, conflit du Cachemire, Chypre, guerre du Yom Kippour). Depuis la création de l'ONU quatre décennies se sont écoulées sans qu'éclate une guerre mondiale.

## 2. Chiffres concernant l'ONU

---

A sa création, l'ONU comptait 51 Etats. Aujourd'hui elle en comprend 159, c'est-à-dire, à l'exception de quelques micro-Etats, quasiment tous les Etats du monde.

Le budget du l'ONU pour 1985 prévoit environ 1,7 milliard de francs de dépenses. A titre de comparaison: ville de Zurich 1,8 mia., canton de Vaud 2,5 mia., canton d'Argovie 1,5 mia., canton du Tessin 1,4 mia., canton des Grisons 0,8 mia., canton de Nidwald 0,1 mia., Confédération 23 mia.

L'ONU emploie 16'000 collaborateurs dans le monde; la ville de Zurich: 6000, la Confédération (sans les CFF et les PTT) 39'000.

Nous payons déjà maintenant à l'ONU et aux organisations qui lui sont affiliées environ 170 millions de francs par an. L'adhésion coûterait 20 millions soit un bon 10 % de plus. Elle nous procurerait avant tout le droit de prendre part aux décisions et de voter.

L'ONU et ses filiales dépensent à Genève environ 1 mia. de francs par an.

L'ONU coûte 35 centimes par an et par tête d'habitant de la population mondiale.

## 3. L'adhésion à l'ONU est conforme à la politique étrangère suivie jusqu'ici. Elle nous permet:

---

- de mieux défendre nos intérêts dans le monde.

L'ONU participe à l'élaboration des conditions générales de l'économie mondiale. Celles-ci nous concernent aussi, c'est pourquoi nous devons pouvoir exercer une influence sur leur élaboration (par ex. les conventions sur la vente interna-

tionale de marchandises, le droit de la mer, les règles concernant l'arbitrage commercial international, la protection des consommateurs, le droit de change, etc.).

Le droit international public se développe de nos jours presque exclusivement au sein des Nations Unies. Exemple: Traité de nonprolifération nucléaire, Traité sur l'utilisation pacifique de l'espace, Convention contre la prise d'otages (transport aérien!), convention contre la torture. La plupart du temps la Suisse est exclue de l'élaboration de ces conventions. Mais elle en signe la plupart ultérieurement comme les quatre mentionnées ci-dessus. Ainsi, aujourd'hui nous appliquons un droit à l'élaboration duquel nous n'avons rien à dire.

L'ONU offre la possibilité de contribuer au maintien de la paix, donc à la stabilité de notre environnement politique dont dépend notre sécurité. Elle est en plus une tribune où nous pouvons faire valoir, à la face du monde, notre prétention à l'indépendance et à la souveraineté!

- Renforcer notre neutralité

La neutralité n'a d'effet que dans la mesure où elle est connue et comprise par les autres. C'est pourquoi elle doit constamment être portée à la connaissance de l'étranger. L'ONU est, à cette fin, le plus grand forum possible. Les bons offices que nous pourrions fournir, dans le cadre de l'ONU, renforceraient notre neutralité.

- coopérer plus activement à la recherche de solutions aux problèmes communs de l'humanité.

Les grands problèmes de notre temps - la faim, la menace nucléaire, la surpopulation, la détérioration de l'environnement, les réfugiés, le trafic de drogues - ne s'arrêtent pas aux frontières des Etats. On ne peut les aborder que sur le plan international. Pouvons-nous prendre la responsabilité de nous en dissocier?

- nous engager en faveur des droits de l'homme, de la liberté et de la démocratie.

A l'ONU la Suisse pourrait s'engager plus activement pour ces valeurs. Nous renforcerions ainsi le camp des Etats qui partagent nos convictions. Nous contribuerions aussi à implanter peu à peu ces valeurs fondamentales dans les Etats du tiers-monde.

4. L'adhésion à l'ONU est compatible avec notre neutralité.

Nos professeurs de droits international public le confirment; Le Conseil fédéral et tous les anciens ministres des affaires étrangères encore en vie - les conseillers fédéraux Petitpierre, Spühler et Graber - l'ont affirmé expressément.

En outre, depuis longtemps des Etats neutres sont membres de l'ONU (ainsi la Suède, l'Autriche et la Finlande). Ils n'ont jamais rencontré la moindre difficulté du fait de leur neutralité. Au contraire, c'est à cause de leur neutralité qu'on les a utilisés comme médiateurs, pour des enquêtes indépendantes, à la tête de commissions délicates. Par cela leur neutralité a gagné en importance et en considération.

La neutralité n'exclut pas les prises de positions politiques. D'ailleurs nous exposons clairement notre point de vue dans d'autres enceintes internationales (Conseil de l'Europe, OECD, CSCE etc.). Le Conseil fédéral lui-même s'est prononcé sans équivoque à maintes reprises (interventions des troupes soviétiques à Budapest et à Prague, état d'urgence en Pologne, Amérique centrale, Grenade, destruction du Boeing sud-Coréen, etc.) cela a servi notre image et ne l'a pas ternie. La neutralité ne signifie pas absence d'opinion. En outre l'autruche ne figure pas sur notre drapeau national!

Du point de vue de la politique de neutralité, les Sanctions ne posent pas de problèmes particuliers. Selon la Charte,

aucun Etat ne peut être forcé de participer à des Sanctions militaires. La Suisse, bien entendu, refuserait d'y participer. Ce n'est que dans des cas exceptionnels que les Sanctions non-militaires pourraient être contraires à la neutralité. Dans de tels cas, la Suisse ne s'y associerait pas. C'est cette volonté qu'exprime la déclaration de neutralité du Conseil fédéral.

Les casques bleus n'ont rien à voir avec les sanctions militaires. Ils ne combattent pas mais se limitent à séparer les belligérants. La participation aux casques bleus est volontaire pour tous les Etats. Donc si la Suisse ne veut pas y participer, elle ne le fera pas. Même si elle le faisait, seuls des volontaires pourraient être pris en considération, comme c'est le cas pour les membres du Corps d'aide en cas de catastrophe. Le fusilier Pittet ne fera pas son cours de répétition au Liban!

5. Serons-nous les seuls à rester sur le seuil?

Il va de soi que l'ONU n'est pas une organisation parfaite; elle a aussi des défauts, comme toutes les autres organisations internationales et ne parvient pas à résoudre tous les problèmes. Mais elle a au moins le mérite de s'attaquer à tous les grands problèmes et met à disposition de tous les Etats du monde un forum dont on ne peut se passer. Elle nous mettrait en mesure de mieux défendre nos intérêts dans le monde et d'apporter notre contribution à la résolution des problèmes communs à l'humanité. Une politique qui ne défend pas des intérêts n'est pas une politique. Mais une politique qui s'occupe exclusivement de défendre des intérêts n'est pas une bonne politique. Serons-nous vraiment les seuls à rester sur le seuil?